

Bouleversement énergétique ou feu de paille financier ?

Gaz de schiste, la grande escroquerie

Énergie bon marché contre pollution prolongée : aux États-Unis, le dilemme relatif à l'exploitation des gaz et pétrole de schiste n'a tourmenté ni les industriels ni les pouvoirs publics. En moins d'une décennie, ces nouvelles ressources auraient aiguillé l'Amérique sur les rails de la croissance, dopé l'emploi, rétabli la compétitivité. Et si cette « révolution » n'était qu'une bulle spéculative sur le point d'éclater ?

par **Nafeez Mosaddeq Ahmed**, mars 2013

A en croire les titres de la presse américaine prédisant un essor économique dû à la « révolution » des gaz et pétrole de schiste, le pays baignera bientôt dans l'or noir. Le rapport « Perspectives énergétiques mondiales 2012 » de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) annonce en effet qu'à l'horizon 2017 les États-Unis rattrapent l'Arabie saoudite la place de premier producteur mondial de pétrole et accèdent à une « *quasi autosuffisance* » en matière énergétique. Selon l'AIE, la hausse programmée de la production d'hydrocarbures, qui passerait de quatre-vingt-quatre millions de barils par jour en 2011 à quatre-vingt-dix-sept en 2035, proviendrait « *entièrement des gaz naturels liquides et des ressources non conventionnelles* » (essentiellement le gaz et l'huile de schiste), tandis que la production conventionnelle amorcerait son déclin à partir de... 2013.

Extraites par fracturation hydraulique (injection sous pression d'un mélange d'eau, de sable et de détergents destinés à fissurer la roche pour en chasser le gaz), grâce à la technique du forage horizontal (qui permet de fouailler plus longuement la couche géologique voulue), ces ressources ne s'obtiennent qu'au prix d'une pollution massive de l'environnement. Mais leur exploitation aux États-Unis a entraîné la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois et offre l'avantage d'une énergie abondante et bon marché. Selon le rapport 2013 « Les perspectives énergétiques : un regard vers 2040 » publié par le groupe ExxonMobil, les Américains deviendraient exportateurs nets d'hydrocarbures à partir de 2025 grâce aux gaz de schiste, dans un contexte de forte croissance de la demande gazière mondiale.

Et si la « révolution des gaz de schiste », loin de fortifier une économie mondiale convalescente, gonflait une bulle spéculative sur le point d'éclater ? La fragilité de la reprise autant que les expériences récentes devraient inciter à la prudence vis-à-vis de tels engouements. L'économie espagnole, par exemple, naguère si florissante — quatrième puissance de la zone euro en 2008 —, se délabre depuis que la bulle immobilière à laquelle elle s'accrochait aveuglément a éclaté sans prévenir. La classe politique a tiré peu d'enseignements de la crise de 2008 ; la voilà sur le point de répéter les mêmes erreurs dans le secteur des énergies fossiles.

Une enquête du *New York Times* de juin 2011 révélait déjà quelques fissures dans la construction médiatico-industrielle du « boom » des gaz de schiste, en ébruitant les doutes nourris par divers observateurs — géologues, avocats, analystes des marchés — quant aux effets d'annonce des compagnies pétrolières, soupçonnées de « *surestimer délibérément, et même illégalement, le rendement de leurs exploitations et le volume de leurs gisements (1)* ». « *L'extraction du gaz depuis les schistes du sous-sol, écrivait le quotidien, pourrait se révéler moins facile et plus coûteuse que ce que prétendent les compagnies, comme l'indiquent des*

centaines de courriers électroniques et de documents échangés par les industriels à ce sujet, ainsi que les analyses des données recueillies sur plusieurs milliers de forages. »

Début 2012, deux consultants américains tirent la sonnette d'alarme dans *Petroleum Review*, la principale revue de l'industrie pétrolière britannique. Tout en s'interrogeant sur « *la fiabilité et la durabilité des gisements de gaz de schiste américains* », ils relèvent que les prévisions des industriels coïncident avec les nouvelles règles de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'organisme fédéral de contrôle des marchés financiers. Adoptées en 2009, celles-ci autorisent en effet les compagnies à chiffrer le volume de leurs réserves comme bon leur semble, sans vérification par une autorité indépendante (2).

Pour les industriels, la surestimation des gisements de gaz de schiste permet de faire passer au second plan les risques liés à leur exploitation. Or la fracturation hydraulique n'a pas seulement des effets délétères sur l'environnement : elle pose aussi un problème strictement économique, puisqu'elle génère une production à très faible durée de vie. Dans la revue *Nature*, un ancien conseiller scientifique du gouvernement britannique, David King, souligne que le rendement d'un puits de gaz de schiste décroche de 60 à 90 % au terme de sa première année d'exploitation (3).

Une chute aussi brutale rend évidemment illusoire tout objectif de rentabilité. Dès qu'un forage s'épuise, les opérateurs doivent à toute vitesse en creuser d'autres pour maintenir leur niveau de production et rembourser leurs dettes. Quand la conjoncture s'y prête, pareille course en avant peut faire illusion pendant quelques années. C'est ainsi que, combinée à une activité économique chétive, la production des puits de gaz de schiste — atone sur la durée, mais fulgurante à brève échéance — a provoqué une baisse spectaculaire des prix du gaz naturel aux Etats-Unis, passés de 7 à 8 dollars par million de BTU (British Thermal Unit) en 2008 à moins de 3 dollars en 2012.

Les spécialistes en placements financiers ne sont pas dupes. « *L'économie de la fracturation est une économie destructrice*, avertit le journaliste Wolf Richter dans *Business Insider* (4). *L'extraction dévore le capital à une vitesse étonnante, laissant les exploitants sur une montagne de dettes lorsque la production s'écroule. Pour éviter que cette dégringolade n'entame leurs revenus, les compagnies doivent pomper encore et encore, en compensant les puits taris par d'autres qui le seront demain. Hélas, tôt ou tard, un tel schéma se heurte à un mur, celui de la réalité. »*

Géologue ayant travaillé pour Amoco (avant sa fusion avec BP), M. Arthur Berman, se dit lui-même surpris par le rythme « *incroyablement élevé* » de l'épuisement des gisements. Evoquant le site d'Eagle Ford, au Texas — « *la mère de tous les champs d'huile de schiste* » —, il indique que « *la baisse annuelle de la production dépasse les 42 %* ». Pour s'assurer des résultats stables, les exploitants vont devoir forer « *presque mille puits supplémentaires chaque année sur le même site. Soit une dépense de 10 à 12 milliards de dollars par an... Si on additionne tout cela, on en arrive au montant des sommes investies dans le sauvetage de l'industrie bancaire en 2008. Où est-ce qu'ils vont prendre tout cet argent ?* » (5).

La bulle gazière a déjà produit ses premiers effets sur quelques-unes des plus puissantes compagnies pétrolières de la planète. En juin dernier, le président-directeur général d'ExxonMobil, M. Rex Tillerson, criait famine en expliquant que la baisse des prix du gaz naturel aux Etats-Unis était certes une chance pour les consommateurs, mais une malédiction

pour sa société, victime d'une diminution drastique de ses revenus. Alors que, devant ses actionnaires, ExxonMobil prétendait encore ne pas avoir perdu un seul centime à cause du gaz, M. Tillerson a tenu un discours presque larmoyant devant le Council on Foreign Relations (CFR), l'un des think tanks les plus influents du pays : « *On est tous en train d'y laisser notre chemise. On ne gagne plus d'argent. Tout est dans le rouge* (6). »

A peu près au même moment, la compagnie gazière britannique BG Group se voyait acculée à une « *dépréciation de ses actifs dans le gaz naturel américain à hauteur de 1,3 milliard de dollars* », synonyme de « *baisse sensible de ses bénéfices intermédiaires* » (7). Le 1er novembre 2012, après que la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell eut enchaîné trois trimestres de résultats médiocres, avec une baisse cumulée de 24 % sur un an, le service d'information du Dow Jones rapporta cette funeste nouvelle en s'alarmant du « *préjudice* » causé par l'engouement pour les gaz de schiste à l'ensemble du secteur boursier.

De la panacée à la panique

Pourtant pionnière dans la course aux gaz de schiste, Chesapeake Energy n'échappe pas non plus à la bulle. Ecrasée sous le poids de ses dettes, l'entreprise américaine a dû mettre en vente une partie de ses actifs — des champs gaziers et des pipelines pour une valeur totale de 6,9 milliards de dollars — afin d'honorer les traites de ses créanciers. « *La compagnie réduit un peu plus ses voiles, alors que son président-directeur général en avait fait l'un des leaders de la révolution des gaz de schiste* », déplore le *Washington Post* (8).

Comment les héros de cette « révolution » ont-ils pu tomber aussi bas ? L'analyste John Dizard observait dans le *Financial Times* du 6 mai 2012 que les producteurs de gaz de schiste avaient dépensé des montants « *deux, trois, quatre, voire cinq fois supérieurs à leurs fonds propres afin d'acquérir des terres, de forer des puits et de mener à bien leurs programmes* ». Pour financer la ruée vers l'or, il a fallu emprunter des sommes astronomiques « *à des conditions complexes et exigeantes* », Wall Street ne dérogeant pas à ses règles de conduite habituelles. Selon Dizard, la bulle gazière devrait pourtant continuer de croître, en raison de la dépendance des Etats-Unis à cette ressource économiquement explosive. « *Compte tenu du rendement éphémère des puits de gaz de schiste, les forages vont devoir se poursuivre. Les prix finiront par s'ajuster à un niveau élevé, et même très élevé, pour couvrir non seulement les dettes passées, mais aussi des coûts de production réalistes.* »

Il n'est pas exclu néanmoins que plusieurs grosses compagnies pétrolières se retrouvent confrontées simultanément à une même débâcle financière. Si cette hypothèse se confirmait, dit M. Berman, « *on assisterait à deux ou trois faillites ou opérations de rachat retentissantes, en vertu de quoi chacun reprendrait ses billes et les capitaux s'évapoureraient. Ce serait le pire des scénarios* ».

En d'autres termes, l'argument selon lequel les gaz de schiste prémuniraient les Etats-Unis ou l'humanité tout entière contre le « pic pétrolier » — niveau à partir duquel la combinaison des contraintes géologiques et économiques rendra l'extraction du brut insupportablement difficile et onéreuse — relèverait du conte de fées. Plusieurs rapports scientifiques indépendants parus récemment confirment que la « révolution » gazière n'apportera pas de sursis dans ce domaine.

Dans une étude publiée par la revue *Energy Policy*, l'équipe de King parvient à la conclusion que l'industrie pétrolière a surévalué d'un tiers les réserves mondiales d'énergies fossiles. Les

gisements encore disponibles n'excéderaient pas huit cent cinquante milliards de barils, alors que les estimations officielles parlent de quelque mille trois cents milliards. Selon les auteurs, « *si d'immenses quantités de ressources fossiles restent certainement nichées dans les profondeurs de la Terre, le volume de pétrole exploitable aux tarifs que l'économie mondiale a l'habitude de supporter est limité et voué à décliner à court terme* (9) ».

En dépit des trésors de gaz arrachés aux sous-sols par fracturation hydraulique, la diminution des réserves existantes se poursuit à un rythme annuel estimé entre 4,5 et 6,7 % par an. King et ses collègues récusent donc catégoriquement l'idée selon laquelle l'exploitation des gaz de schiste pourrait résoudre la crise énergétique. De son côté, l'analyste financier Gail Tverberg rappelle que la production mondiale d'énergies fossiles conventionnelles a cessé de progresser en 2005. Cette stagnation, dans laquelle il voit l'une des causes majeures de la crise de 2008 et 2009, annoncerait un déclin susceptible d'aggraver encore la récession actuelle — avec ou sans gaz de schiste (10). Ce n'est pas tout : dans une recherche publiée dans la foulée du rapport de l'AIE, la New Economics Foundation (NEW) prévoit l'émergence du pic pétrolier pour 2014 ou 2015, lorsque les coûts d'extraction et d'approvisionnement « dépasseront le coût que les économies mondiales peuvent assumer sans porter un dommage irréparable à leurs activités (11) ».

Ces travaux n'ont retenu l'attention ni des médias ni des milieux politiques, submergés par la rhétorique publicitaire des lobbyistes de l'énergie. C'est regrettable, car leur conclusion se comprend facilement : loin de restaurer une quelconque prospérité, les gaz de schiste gonflent une bulle artificielle qui camoufle temporairement une profonde instabilité structurelle. Lorsqu'elle éclatera, elle occasionnera une crise de l'approvisionnement et une envolée des prix qui risquent d'affecter douloureusement l'économie mondiale.

Nafeez Mosaddeq Ahmed

Politiste, directeur de l'Institute for Policy Research and Development de Brighton (Royaume-Uni).

(1) « [Insiders sound an alarm amid a natural gas rush](#) », *The New York Times*, 25 juin 2011.

(2) Ruud Weijermars et Crispian McCredie, « *Inflating US shale gas reserves* », *Petroleum Review*, Londres, janvier 2012.

(3) James Murray et David King, « *Climate policy : Oil's tipping point has passed* », *Nature*, no 481, Londres, 26 janvier 2012.

(4) Wolf Richter, « [Dirt cheap natural gas is tearing up the very industry that's producing it](#) », *Business Insider*, Portland, 5 juin 2012.

(5) « [Shale gas will be the next bubble to pop. An interview with Arthur Berman](#) », Oilprice, 12 novembre 2012, <http://oilprice.com>

(6) « [Exxon : "Losing our shirts" on natural gas](#) », *The Wall Street Journal*, New York, 27 juin 2012.

(7) « [US shale gas glut cuts BG Group profits](#) », *Financial Times*, Londres, 26 juillet 2012.

(8) « [Debt-plagued Chesapeake Energy to sell \\$6.9 billion worth of its holdings](#) », *The Washington Post*, 13 septembre 2012.

(9) Nick A. Owen, Oliver R. Inderwildi et David A. King, « The status of conventional world oil reserves — Hype or cause for concern ? », *Energy Policy*, vol. 38, no 8, Guildford, août 2010.

(10) Gail E. Tverberg, « Oil supply limits and the continuing financial crisis », *Energy*, vol. 37, no 1, Stamford, janvier 2012.

(11) « [The economics of oil dependence : A glass ceiling to recovery](#) », New Economics Foundation, Londres, 2012.